



## Le putsch en Éthiopie a fait passer le pays à deux doigts de l'effondrement

Par [Andrew Korybko](#)

Mondialisation.ca, 05 juillet 2019

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Histoire et Géopolitique](#)

*Une tentative de coup d'État, dans la région d'Amhara, cœur historique de l'Éthiopie, a été évitée de justesse ; le responsable de cet état a été tué et le plus haut dirigeant militaire du pays a été assassiné dans la capitale en lien avec cette tentative. L'échec de cette tentative de changement de régime préserve, au moins pour l'instant, le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique de la guerre civile et de l'effondrement qui s'ensuivrait.*

### *Le Gorbatchev éthiopien*

Le dirigeant actuellement en exercice, [Abiy Ahmed](#), ancien dirigeant des services de renseignements du pays, avait pris son poste il y a un peu moins d'un an et demi, suite à ce qui s'apparenta de facto à un « *coup d'État en douceur* » au sein du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE). Il avait ensuite commencé à réaliser des réformes politiques drastiques, sur les plans domestique et international, qui avaient vu plusieurs groupes d'opposition [libérés de leur désignation](#) « *terroriste* », et étaient arrivées à [un accord de paix](#) avec l'Érythrée voisine. L'Éthiopie n'apparaissait dans les journaux que pour en citer de bonnes nouvelles, et le pays apparaissait comme sur le chemin de devenir l'une des puissances montantes d'Afrique, mais les réformes du « *Gorbatchev éthiopien* » ont également eu l'effet indésirable d'ouvrir [une boîte de Pandore de tensions ethno-régionalistes](#) sur les frontières internes du pays. Ce problème n'a fait que croître depuis lors, d'autant plus que de nombreux éthiopiens estiment que le premier ministre Abiy a envoyé des signaux démontrant son intention d'en arriver à une décentralisation de l'État.



Abiy Ahmed

## Le contexte politique intérieur

L'Éthiopie, second pays d'Afrique en nombre d'habitants, constitue déjà légalement une fédération, mais l'ancienne faction menée par les Tigrayans (Front de libération du peuple du Tigray, FLPT) du parti au pouvoir, qui était aux commandes du pays avant le « *coup d'État en douceur* » du premier ministre actuel n'avait jamais laissé ce statut être mis en pratique : l'Éthiopie constituait de facto un État centralisé, en contravention de sa propre constitution. Malgré tout, et en dépit des graves défauts de l'ancien état des affaires — comme le refus de souscrire aux exigences régionales du peuple Oromo (principale pluralité du pays, constituée d'environ un tiers de la population, stratégiquement concentrée sur la région centrale), qui avait failli amener le pays à la guerre civile avant la prise de fonction du premier ministre Abiy —, la paix avait pu être préservée dans le reste du pays, du fait d'un style de gouvernement autoritaire. Mais il avait fini par apparaître que la situation reprenait en tensions dans la région Oromia, d'où la décision d'élever des représentants ethniques issus de ce groupe — le premier ministre Abiy — comme chef de l'État, en vue d'apaiser les foules manifestant de façon de plus en plus violente.

L'Éthiopie avait certes réussi à passer le cap de [la première crise Oromo](#), qui avait failli dégénérer en guerre civile. Mais les actions prises pour l'éviter ont déclenché plusieurs foyers répartis dans le pays, suite à une explosion de nationalisme ethno-régionaliste déchaîné par les réformes *gorbatcheviennes* » du premier ministre Abiy. Les frontières administratives intérieures du géant Est-africain ne correspondent pas tout à fait à la distribution ethnique du pays, même si certains groupes peuvent constituer des majorités locales selon les régions. Par exemple, plusieurs lignes de failles existent entre les régions d'Oromia et de Somali, ainsi qu'entre les régions d'Amhara et de Tigray. Les minorités d'une région donnée, qui constituent la majorité d'une région voisine, et qui sont voisines selon les

frontières administratives intérieures, craignent que la mise en œuvre d'une décentralisation *de facto* les transformera en victimes de politiques nationalistes par la nation majoritaire dans la région qu'elles occupent. Bien entendu, les représentants des majorités ainsi que leurs soutiens estiment, quant à eux, que les minorités ethniques occupant leur région (et constituant une majorité dans la région voisine) volent les terres de leur peuple, ce qui a donné lieu à [plusieurs conflits locaux](#) dès que le contrôle étatique faiblissait.

L'Éthiopie de Abiy == l'URSS de Gorbatchev ?

Malgré les réformes bien intentionnées du premier ministre Abiy, l'Éthiopie moderne s'est transformée [en un équivalent](#) de la poudrière ethno-régionaliste qu'était devenue l'ex-Union soviétique dans les années Gorbatchev, le seul élément manquant étant l'étincelle qui mettra le feu aux poudres et fera exploser l'État. Le Tigray, la région hôte du FLPT, est déjà fortement opposée au gouvernement réformateur du premier ministre Abiy, et les éthiopiens n'ont pas oublié la finesse militaire de cette minorité relativement minuscule (environ 6% de la population), qui avait constitué l'avant-garde de la lutte que le gouvernement communiste [Derg](#) lors de la dernière guerre civile, et rendu possible la victoire contre lui. Par ailleurs, les Amharas — la seconde pluralité en nombre, comptant un peu plus du quart de la population — se sont toujours considérés comme le cœur de la nation éthiopienne, et connaissent un penchant pour la centralisation, tant *de facto* que *de jure* (on le vit lors de l'ère impériale, de l'ère Derg, et de l'ère FDRPE — menée par le FLPT). On peut penser qu'une rébellion dans cette région couperait la région voisine de Tigray du gouvernement central encore plus qu'elle ne l'est déjà, et qu'une guerre civile pourrait s'ensuivre, sauf à voir le gouvernement revenir sur ses réformes radicales.

La tentative de coup d'État d'Asaminew à Amhara

Le contexte pré-cité explique certains des raisonnements stratégiques à l'œuvre derrière le putsch récent. Cette tentative a été menée par Asaminew Tsige, chef de la sécurité de la région d'Amhara, libéré de prison l'an dernier après 10 années sous les verrous, par suite de son implication à un complot contre l'État en 2009. Le premier ministre Abiy l'avait fait libérer il y a 18 mois, pour faire marque de bonne volonté dans la réconciliation nationale et signaler le sérieux de ses réformes. L'idée sous-jacente à cette libération était également que si Asaminew et d'autres s'opposaient au FDRPE — mené par le FLPT, ils constitueraient des alliés naturels de son gouvernement réformiste. Une erreur colossale de vision, qui avait négligé le *modus operandi* de la tentative de coup d'État de 2009, décrite à l'époque [par Reuters](#) comme « *faisant usage d'assassinats et d'engins explosifs, créant un chaos tel que la rue se soulèverait contre le gouvernement* ». En d'autres termes, Asaminew voulait lancer une [guerre hybride sur l'Éthiopie](#) par des moyens de guerre non-conventionnelle (terrorisme, assassinats, engins explosifs, etc), afin de catalyser une [révolution de couleur](#) que lui-même et ses cohortes espérait chevaucher pour obtenir un retour en arrière sur les réformes et/ou un changement de régime.

Et c'est exactement le même scénario qu'il a essayé de nouveau de déployer le week-end dernier. Une équipe de ses fidèles a assassiné le chef de région d'Amhara, et un garde du corps acquis à sa cause a tué peu de temps après le dirigeant militaire le plus gradé du pays à Addis Abeba. Peu avant sa tentative de coup d'État, Asaminew avait pressé publiquement ses compagnons Amharas à prendre les armes et à former des milices pour défendre leur région, et c'est en fait face à cette menace latente de sécurité que le chef de région tenait une réunion au cours de laquelle il s'est fait tuer. Si Asaminew et les siens avait pris le pouvoir à Amhara après avoir décapité l'armée comme ils l'ont fait, cette région ainsi que

celle de Tigray seraient tombées totalement hors de contrôle de l'armée fédérale, et le premier ministre Abiy aurait été contraint de revenir sur ses réformes, en espérant conserver les soutiens suffisants au sein du FDRPE pour garder les rênes du pouvoir ; l'alternative était le déclenchement d'une guerre civile pour restaurer l'autorité du gouvernement. Bref, il n'est pas exagéré de dire que l'Éthiopie s'est trouvée à deux doigts d'un effondrement, dont les conséquences auraient été catastrophiques pour la nation et ses plus de 100 millions d'habitants.

## L'enfer de la guerre hybride dans la corne de l'Afrique

Outre les « [armes de migration massive](#) » qui auraient été lancées dans la région, et peut-être jusqu'en Europe, l'événement aurait pu mettre en danger l'unité du pays, voire déboucher sur une version *corne de l'Afrique* du « [blood borders](#) » de Ralph Peters. Le stratège militaire étasunien a déclaré de manière [tristement célèbre](#) que « *le nettoyage ethnique fonctionne* ». Telle aurait été la conséquence inévitable d'une guerre civile ethno-régionale, qui aurait ou bien « *balkanisé* » l'Éthiopie en plusieurs États « *indépendants* » ; ou révisé radicalement les frontières administratives intérieures du pays, pour les rendre plus proches de la disposition ethnique d'après-guerre. Dans un cas comme dans l'autre, l'Éthiopie constitue la cheville ouvrière militaire et diplomatique de la sécurité de toute la région, et sa déstabilisation provoquerait une onde de choc dans les États voisins plus faibles que sont la Somalie, le Soudan et le Sud-Soudan ; elle pourrait également compromettre la paix avec l'Érythrée si l'État de la Mer Rouge voyait une opportunité soudaine de supprimer une bonne fois pour toute son *maître* de la carte, en rendant son soutien aux groupes séparatistes armés éthiopiens.

## Pas de traces de l'étranger

Il faut ajouter que le cycle de guerre hybride que nous venons de décrire, déchaîné par la tentative de coup d'État d'Asaminew à Amhara, s'il avait fonctionné, n'aurait servi les intérêts d'aucun État étranger. Les pays du Golfe [disposent d'une influence considérable](#) sur l'Éthiopie, depuis la prise de fonction du premier ministre Abiy rendue possible par l'accord de paix [négocié par les ÉAU](#) [Émirats Arabes Unis, NdT] avec l'Érythrée ; et le poids lourd de la corne de l'Afrique constitue [l'un des partenaires les plus proches de la Chine](#) sur le continent. La [Russie](#) et [l'Inde](#) aimeraient bien y voir monter les investissements également, et Addis Abeba est toujours restée très proche de Washington pour répondre [aux préoccupations de sécurité anti-terroriste](#) en Somalie. On peut toujours avancer l'argument cynique, qui veut que « *balkaniser* » l'Éthiopie aiderait les USA à diviser pour mieux régner sur cette région stratégique, mais les conséquences chaotiques qui en résulteraient pourraient également compromettre les intérêts leurs propres intérêts, en affaiblissant la « *profondeur stratégique* » de leurs alliés, [en particulier les EAU et l'Inde, face à la Chine](#). Il apparaît donc que le putsch d'Asaminew a constitué une réponse tout à fait indigène aux réformes libérales « *gorbatcheviennes* » du premier ministre Abiy, et représente le quatrième coup d'État réussi ou non de l'année, après [le Gabon](#), [l'Algérie](#) et [le Soudan](#). Le « [printemps africain](#) » n'est donc pas terminé.

## Conclusions

Le putsch d'Asaminew en Amhara a fait passer l'Éthiopie à deux doigts de l'effondrement, et bien qu'il ait été finalement enrayé, il n'en expose pas moins les principales lignes de faille du pays et son degré de vulnérabilité aux agitations internes, comme résultantes des réformes radicales « *gorbatcheviennes* » du premier ministre Abiy. Il revient à présent au

chef de l'État de décider s'il faut revenir sur ces réformes, les ralentir, ou poursuivre en avant toute, chacun des choix présentant ses propres avantages et inconvénients ; le jeune dirigeant doit connaître les affres d'un dilemme important. La situation est d'autant plus sensible que l'Éthiopie doit tenir [ses premières élections parlementaires réellement libres et équitables](#) l'année prochaine. Il s'agira d'un tournant décisif : ou bien le pays se stabilisera enfin, ou bien l'événement constituera le déclencheur de tensions ethno-régionales. Le premier ministre a donc les mains dans des problèmes presque aussi existentiels que les avait Gorbatchev dans les dernières années d'existence de l'Union soviétique ; mais cela ne signifie pas forcément que l'Éthiopie connaîtra le même chemin que l'URSS, vers les poubelles de l'histoire.

Andrew Korybko

Article original en anglais :



[Ethiopia's Failed Coup Attempt Almost Pushed the Country to the Edge of Collapse](#)

*Cet article a été publié initialement par [Eurasia Future](#).*

*Traduit par Vincent pour [le Saker Francophone](#)*

*Andrew Korybko est un analyste politique américain, établi à Moscou, spécialisé dans les relations entre la stratégie étasunienne en Afrique et en Eurasie, les nouvelles Routes de la soie chinoises, et la [Guerre hybride](#).*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Andrew Korybko](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Andrew Korybko](#)

### A propos :

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie *Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime*(2015).

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)